

**CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE
GRAND NANCY METROPOLE MEURTHE-ET-MOSELLE**

**Rapport du commissaire aux comptes
sur les comptes annuels**

(Exercice clos le 31 décembre 2024)



Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

(Exercice clos le 31 décembre 2024)

CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE GRAND NANCY METROPOLE MEURTHE-ET-MOSELLE

53, rue Stanislas
54000 Nancy

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE GRAND NANCY METROPOLE MEURTHE-ET-MOSELLE relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la Chambre à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

*PricewaterhouseCoopers Audit, SAS, 63, rue de Villiers 92208 Neuilly-sur-Seine Cedex
Téléphone: +33 (0)1 56 57 58 59, www.pwc.fr*

Société d'expertise comptable inscrite au tableau de l'ordre de Paris - Ile de France. Société de commissariat aux comptes membre de la compagnie régionale de Versailles et du Centre. Société par Actions Simplifiée au capital de 2 510 460 €. Siège social : 63 rue de Villiers 92200 Neuilly-sur-Seine. RCS Nanterre 672 006 483. TVA n° FR 76 672 006 483. Siret 672 006 483 00362. Code APE 6920 Z. Bureaux : Bordeaux, Lille, Lyon, Marseille, Metz, Nantes, Neuilly-Sur-Seine, Rennes, Rouen, Strasbourg, Toulouse, Montpellier.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues ainsi que sur la présentation d'ensemble des comptes, notamment pour ce qui concerne les titres de participations.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres élus.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la Chambre à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la Chambre ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Trésorier et soumis à l'avis de la Commission des finances.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de la Chambre.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la Chambre à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Neuilly-sur-Seine, le 16 mai 2025

Le commissaire aux comptes
PricewaterhouseCoopers Audit

Florence Pestie

CCI GRAND NANCY METROPOLE MEURTHE-ET-MOSELLE

COMPTE DE FONCTIONNEMENT

	BUDGET EXECUTE N	BUDGET EXECUTE N-1		BUDGET EXECUTE N	BUDGET EXECUTE N-1
CHARGES D'EXPLOITATION			PRODUITS D'EXPLOITATION		
parts contributives s/t A			T CCI s/t A	2 371 462,80	2 335 955,00
Achats de marchandises					
Variation de stocks	327 234,74	2 554,47	ventes de marchandises		
Achats de matières premières et autres approvisionnements	3 117,90	3 249 982,28	production vendue(biens et services)	1 907 048,71	2 048 173,63
Achats et charges externes	2 554 862,25	110 870,20			
impôts,taxes et versements assimilés	123 435,69		montant net du chiffre d'affaires s/t B	1 907 048,71	2 048 173,63
salaires et traitements					
charges sociales			ressources d'origine publique et subv exploitation	44 800,00	46 083,83
dotations aux amortissements et provisions			reprises sur provisions et amortissement	430 673,04	34 280,96
sur immobilisations : dot amortissements	1 265 800,06	901 885,02	Transfert de charges	86 948,01	75 739,54
sur immobilisations : dot provisions	335 000,00		autres produits	1 398,37	23 139,13
sur actif circulant : dot provisions	48 234,73	382 579,58			
pour risques et charges : dot provisions	84 005,00	224 717,00			
autres charges	158 860,01	126 325,59	sous total /t C	563 819,42	179 243,46
s/t B	4 900 550,38	4 998 914,14	TOTAL (A + B + C) = 1	4 842 330,93	4 563 372,09
TOTAL 1 (A + B)	4 900 550,38	4 998 914,14	Produits financiers		
			de participations	313,82	175,37
Charges financières			autres intérêts et produits assimilés	83 943,72	39 238,90
dotations amortissements et provisions	100 739,00	64 577,00	reprises sur provisions	46 660,27	6 777,00
intérêts et charges assimilées			produits nets s/cession valeurs mobilières		
charges nettes sur cession valeurs mobilières			TOTAL 2	130 917,81	46 191,27
TOTAL 2	100 739,00	64 577,00			
			Produits exceptionnels		
Charges exceptionnelles			sur opérations de gestion	6 044,63	173 618,00
sur opérations de gestion	185 575,88	116 000,00	sur opérations en capital		
sur opérations en capital			quote part subvent équipt au cpte résultat	587 068,99	233 878,08
dotations aux amortissts et provisions			reprise sur provisions		
TOTAL 3	185 575,88	116 000,00	TOTAL 3	593 113,62	407 496,08
impôt sur les bénéfices	93 219,00	76 319,00			
Total des charges (1 + 2 + 3 + 4)	5 280 084,26	5 255 810,14	Total des produits (1 + 2 + 3)	5 566 362,36	5 017 059,44
Solde créditeur - bénéfice	286 278,10		Solde débiteur - perte		238 750,70
TOTAL GENERAL	5 566 362,36	5 255 810,14	TOTAL GENERAL	5 566 362,36	5 255 810,14

CCI GRAND NANCY METROPOLE MEURTHE-ET-MOSELLE

BILAN AU 31/12/2024

ACTIF	EXERCICE N			EXERCICE N-1
	Brut	Amortissement et provisions	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Logiciels				
Autres immobilisations incorporelles	57 222,42	-40 158,77	17 063,65	20 075,35
Immobilisations corporelles				
Terrains	676 340,37		676 340,37	676 340,37
Constructions et aménagements	19 587 081,19	-14 171 016,31	5 416 064,88	6 430 571,25
Installations techniques, matériel	896 193,16	-895 355,69	837,47	392 798,67
Autres	888 444,70	-789 552,72	98 891,98	51 338,91
Immobilisations en cours				40 708,09
Immobilisations mises en concession				
Immobilisations financières (1)				
Participations et créances rattachées	3 929 190,54	-1 259 568,00	2 669 622,54	2 474 613,54
autres titres immobilisés	1 465 752,20	-237 234,00	1 228 518,20	1 248 647,20
T.I.A.P.	2 720 960,00		2 720 960,00	2 740 335,00
prêts	2 000 000,00		2 000 000,00	2 000 000,00
Autres	203 128,14		203 128,14	203 489,75
	TOTAL 1	32 424 312,72	-17 392 885,49	15 031 427,23
	TOTAL 2			16 278 918,13
STOCK				
ACTIF CIRCULANT				
Créances (2)				
Créances clients et comptes rattachés	1 307 079,33	-427 658,92	879 420,41	1 258 238,78
Autres	941 150,12	-9 179,72	931 970,40	587 697,68
Disponibilités				
Valeurs mobilières de placement				
Disponibilités	2 176 847,02		2 176 847,02	689 045,26
COMPTE DE REGULARISATION				
Charges constatées d'avance (2)	9 696,49		9 696,49	11 064,16
	TOTAL 3	4 434 772,96	-436 838,64	3 997 934,32
				2 546 045,88
	TOTAL GENERAL (1 + 2 + 3)	36 859 085,68	-17 829 724,13	19 029 361,55
				18 824 964,01
(1) dont à moins d'un an				
(2) dont à plus d'un an				

PASSIF	EXERCICE N	EXERCICE N-1
	Net	Net
CAPITAUX PROPRES		
Capital		
Ecart et Réserves	4 609 359,48	4 609 359,48
Report à nouveau	10 632 068,56	10 870 819,26
Résultat de l'exercice	286 278,10	-238 750,70
Subventions d'investissement	793 605,71	1 380 674,70
Provisions réglementées		
	TOTAL 1	16 321 311,85
		16 622 102,74
AUTRES FONDS PROPRES		
Droits du concédant		
	TOTAL 2	
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		
Provisions pour risques	385 874,00	301 869,00
Provisions pour charges	150 000,00	252 000,00
	TOTAL 3	535 874,00
		553 869,00
DETTES (1)		
Emprunts et dettes auprès des éts de crédit (2)		
Emprunts et dettes financières diverses	195 787,41	207 889,15
Avances et acomptes clients		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	566 206,49	413 440,37
Dettes fiscales et sociales	225 592,89	218 526,11
Compte liaison service		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	100 211,16	14 732,22
Autres dettes	1 080 008,51	790 164,42
	TOTAL 4	2 167 806,46
		1 644 752,27
COMPTE DE REGULARISATION		
produits constatés d'avance	TOTAL 5	4 369,24
		4 240,00
	TOTAL GENERAL (1 à 5)	19 029 361,55
		18 824 964,01
(1) dont à moins d'un an		
dont à plus d'un an	411 206,86	207 889,15
(2) dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banque		



**CCI GRAND NANCY MÉTROPOLÉ
MEURTHE-ET-MOSELLE**

**Chambre de Commerce et d'Industrie Grand Nancy
Métropole Meurthe-et-Moselle**

Annexe aux comptes annuels

Exercice clos le 31/12/2024

Sommaire

0 - REMARQUE LIMINAIRE

1 - FAITS MAJEURS DE L'EXERCICE

- 1.1 Evénements principaux de l'exercice
- 1.2 Evénements postérieurs à la clôture
- 1.3 Principes, règles et méthodes comptables

2 - INFORMATIONS RELATIVES AU BILAN

2.1 Bilan actif

- 2.1.1 *Immobilisations incorporelles et corporelles - Mouvements principaux*
- 2.1.2 *Immobilisations incorporelles et corporelles - Amortissements pour dépréciation*
- 2.1.3 *Titres de participation*
- 2.1.4 *Créances rattachées à des participations*
- 2.1.5 *Autres titres immobilisés*
- 2.1.6 *Evaluation des stocks*
- 2.1.7 *Actif circulant*
- 2.1.8 *Valeurs mobilières de placement*
- 2.1.9 *Disponibilités et concours bancaires courants*
- 2.1.10 *Charges constatées d'avance*

2.2 Bilan passif

- 2.2.1 *Capitaux propres (hors subventions d'investissement)*
- 2.2.2 *Subventions d'investissement*
- 2.2.3 *Droits du concédant*
- 2.2.4 *Provisions pour risques et charges*
- 2.2.5 *Dettes financières - classement par échéance*
- 2.2.6 *Autres dettes - classement par échéance*
- 2.2.7 *Produits constatés d'avance*

3 - INFORMATIONS RELATIVES AU COMPTE DE RESULTAT

- 3.1 Ventilation du chiffre d'affaires par nature
- 3.2 Ventilation de l'effectif moyen au 31 décembre 2024
- 3.3 Résultat exceptionnel
- 3.4 Honoraires du Commissaire aux Comptes

4 - ENGAGEMENTS

- 4.1 Cautions et Garanties

5 - TABLEAUX DIVERS

5.1 Mouvements de l'actif immobilisé

5.2 Ventilation des dotations aux amortissements

5.3 Produits à recevoir et charges à payer

0 - REMARQUE LIMINAIRE

Annexe au bilan de l'exercice clos le 31 décembre 2024 :
dont le total est de 19.029.361,55 €uros

et au compte de résultat global :
dont le total des produits est de 5.566.362,36 €uros
et le total des charges de 5.280.084,26 €uros.
dégageant un résultat bénéficiaire de 286.278,10 €uros.

Il s'agit de la combinaison des résultats des services budgétaires suivants :

- Service Général
- Service Formation
- Port de Frouard

L'exercice a une durée de douze mois, recouvrant la période du 1er janvier 2024 au 31 décembre 2024.

Les notes et les tableaux présentés ci-après font partie intégrante des comptes annuels présentés en Euros.

Les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2024 ont été élaborés et présentés suivant les principes généraux des comptes annuels.

1- FAITS MAJEURS DE L'EXERCICE

1-1 Evènements principaux de l'exercice

- Le stock de fournitures anti COVID 19, constitué de masques chirurgicaux, de lunettes de protection et de flacons de gel hydroalcoolique a été détruit en 2024 compte-tenu de la date de péremption des marchandises le constituant. Il était valorisé à 327.234,74 € et faisait l'objet d'une provision pour dépréciation de 100% reprise en totalité en 2024.
- Mise à jour des provisions pour dépréciation des titres de participation et des autres titres immobilisés sur la base de la quote-part de situation nette la plus récente obtenue.
 - SCP CCIT54 : Dotation de 25.121 €. Provision à 104.861 € au 31/12/24
 - SAS TRANSITIONS. Dotation de 4.991 €. Provision de 69.568 € au 31/12/24
 - S3CI : Dotation de 10.130 €. Provision de 111.876 € au 31/12/24
 - S2CL : Reprise de 35.619 €. Pas de provision au 31/12/24
 - SEM HENRI POINCARE : Dotation de 20.497 €. Provision de 20.497 € au 31/12/24
- Avance en compte courant de 40.000 € au profit de la SASU SE3M. Cette avance figure en immobilisations financières. Provision à 100% de cette avance.
- Avance long terme à la SAS TRANSITIONS pour 200.000 €. La CCI abonde sa filiale autour de 5 projets d'ingénierie.
 - Développement stratégique d'un réseau d'influence
 - Accompagnement à la transition capitalistique, logistique et environnementale d'une plateforme multimodale
 - Engagement dans des solutions décarbonées agricoles
 - Accompagnement à la transition de nos outils formation
 - Déploiement d'une offre commerciale nouvelle de centre-ville
- Constatation d'une provision pour dépréciation sur immobilisations corporelles pour 335.000 €. Provision à 100% du portique de colis lourd dont la VNC au 31/12/24 est de 335.120,44 €. Ce portique va faire l'objet d'un apport en nature à la SASU SE3M pour 335.000 € dans le cadre d'une augmentation de capital début 2025.
- Dans le cadre d'une convention relative au financement des études d'avant-projet sur le projet de travaux de remise à niveau de la ligne SNCF Conflans -Batilly, la CCI Grand Nancy Métropole Meurthe-et-Moselle participe à hauteur de 360.000 €. Un premier appel de fonds de 72.000 € a été versé à SNCF Réseau en 2021. Deux appels de fonds de

108.000 € chacun ont été reçus en 2023. Un dernier appel de fonds de 72.000 € est provisionné en 2024.

- Pour 2024, le montant de TCCI affecté à la CCI Grand Nancy Métropole Meurthe-et-Moselle est de 2.371.463 €. Manque à gagner de 1.729.141 € de TCCI 2024 au niveau national dû à une collecte de TACFE 2024 par l'administration fiscale inférieure au plafond de TACFE prévu. La compensation par l'Etat de ce manque à gagner n'est pas acté à ce jour. Le manque à gagner pour la CCI serait de 7.795 €. Suite aux préconisations de CCI France, la CCI a constaté une provision pour risque de ce montant.
- Un prélèvement sur fonds de roulement des CCI est prévu par la loi de finances 2024. Celle-ci prévoit le maintien de la TCCI 2024-2027 en contrepartie d'un prélèvement de 100 M€ sur fonds de roulement sur 4 ans, dont 40 M€ en 2024. La loi de finances précise que le prélèvement sera opéré selon des principes définis par le réseau des CCI lui-même. Choix en AG CCI France du 17 janvier 2025 du scénario de prélèvement. Le scénario retenu est basé sur un socle commun + un prélèvement par tranche avec forte progressivité. L'assiette de prélèvement est segmentée en tranches de 30 jours de FDR et un taux de prélèvement s'applique à chacune des tranches. Le montant du prélèvement pour la CCI est de 101.723 €. Il a été comptabilisé en charge exceptionnelle en 2024.
- Mise à jour de la provision pour litige avec une ancienne salariée. Constatation d'une dotation en 2024 pour 76.210 € pour porter la provision à 378.079 €. Le montant provisionné représente le risque total, soit le coût des potentiels salaires à verser et des sommes réclamées au titre du préjudice. Parallèlement, un produit à recevoir du même montant est constaté. Le coût du litige, le cas échéant serait refacturé à la SAS EESC.
- Ajustement de la provision pour restructuration CFE par une reprise de 102.000 €. La provision est soldée au 31/12/24.
- L'engagement en matière d'indemnités de départ en retraite s'élève à 234.696 € au 31/12/24. L'engagement est couvert par un fonds auprès d'AEP dont la valeur est de 278.661,54 € au 31/12/24
- Conformément aux dispositions de la loi NOTRe, la CCI s'est retirée dès 2018 des Syndicats Mixtes à vocation économique/industrielle. La liquidation du Syndicat Mixte pour le Développement Industriel de la Région de Briey et le transfert de la ZAC de Jarny Giraumont à la Communauté de Communes Orne Lorraine Confluences n'ont pas encore été finalisés à ce jour. Un protocole partenarial entre la Communauté de Communes Orne Lorraine Confluences, d'une part et le Département de Meurthe-et-Moselle et la CCI Grand Nancy Métropole, d'autre part a été établi en février 2024. La participation de la CCI, conformément à ce protocole, serait de 150.000 €. Une provision pour charge de 150.000 € a été constatée au 31/12/2023. Elle reste inchangée au 31/12/24.
- Le projet Campus CCI Formation EESC 2025/2026 prévoit la réhabilitation du site actuel 3 rue du Mouzon à Laxou. 1000 m² de plancher existant seraient conservés et 3 340 m² de bâti neuf serait déployé. En conséquence, il a été décidé de modifier le plan d'amortissement des bâtiments destinés à être démolis avec une fixation de fin

d'amortissement au 30 juin 2025. Ainsi, à compter du 01 novembre 2023, les actifs qui seront démolis sont amortis sur une durée de 20 mois jusqu'au 30 juin 2025. La dotation aux amortissements complémentaire constatée sur 2024 par rapport au plan d'amortissement antérieur est de 655.531 €. Elle est compensée par la reprise complémentaire au compte de résultat des subventions d'investissement s'y rattachant pour 529.302 €. Au final, l'impact sur l'exercice est d'un montant net de 126.229 € qui est facturé à la SAS EESC.

- Les créances clients de la CCI vers la SASU SE3M sont provisionnées à 100% en raison de la situation financière dégradée de la filiale et dans l'optique d'une opération d'apurement des pertes à réaliser sur 2025. La provision pour dépréciation constatée au 31/12/24 est d'un montant de 412.613,44 €
- La CCI, dans le cadre de sa mission de service public d'accompagnement et d'encouragement à la création d'entreprise, loue à sa filiale RACINE des locaux situés rue Stanislas à Nancy. Cela représente 700 m² de bureaux et commodités pour un montant au prix du marché soit 69 300 € HT par an. La CCI facture également à RACINE une mise à disposition de personnel pour un montant de 50 000 €. Une subvention de 100 000 € est attribuée par la CCI à sa filiale afin de compenser en partie le coût lié à l'apurement dans les comptes de RACINE de dossiers clients irrécouvrables.

1-2 Evènements postérieurs à la clôture

SASU SE3M

La CCI Grand Nancy Métropole Meurthe-et-Moselle est l'actionnaire unique de la SASU SE3M. Il est prévu l'intégration d'un nouvel actionnaire, TRANSPORTS VIGNERON, principal acteur et pourvoyeur de volumes depuis la création au capital de la SE3M.

Le capital social de la SE3M est de 400 000 € au 31/12/24.

Il a été procédé en 2025 aux opérations suivantes :

- Augmentation de capital de 335.000 € par l'apport en nature par la CCI d'un portique de colis lourds.
- Augmentation de capital de 390.000 € par l'abandon par la CCI de son compte courant créditeur.
- Augmentation de capital de 413.000 € par l'abandon par la CCI de ses créances clients au 31/12/24.
- La CCI a cédé à la SE3M en mars 2025 pour 335.000 € la convention de mise à disposition de la plateforme multimodale conclue avec SNCF RESEAU. Augmentation de capital de 335.000 € par l'abandon par la CCI de sa créance client.

Le capital social est donc porté à 1.873.000 €

Au 31 décembre 2024, les comptes de la SE3M font apparaître des pertes cumulées à hauteur de 1.487.291 €.

La CCI, en tant qu'actionnaire unique, a décidé ensuite d'annuler ces pertes à hauteur de 1.487.000 € et de réduire le capital social de ce montant.

Le capital social est donc porté à 386.000 € divisé en 772 actions de 500 € chacune.

A l'issue de ces opérations, la société TRANSPORTS VIGNERON participera à une augmentation de capital par apport en numéraire de 350.000 € lui conférant 47.55% du capital social.

1-3 Principes, règles et méthodes comptables

Les comptes annuels ont été arrêtés conformément aux dispositions du Code de Commerce et du plan comptable général.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base : continuité de l'exploitation, permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, indépendance des exercices, conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La Chambre a arrêté ses comptes en respectant le règlement ANC n° 2014-03 et ses règlements modificatifs, ainsi que la circulaire 1111 du 30 mars 1992 applicable aux Chambres de Commerce.

Le principe de base posé par le règlement ANC 2020-01 est que toutes les entreprises contrôlées ou sous influence notable doivent être consolidées.

Toutefois en application du règlement ANC 2020-01 relatif aux comptes consolidés et l'article L 233-16 du code de commerce, la CCI Grand Nancy Métropole Meurthe-et-Moselle n'établit pas de comptes consolidés. En effet, la consolidation de ces sociétés représente un intérêt négligeable dans le cadre de l'image fidèle que doivent donner les comptes consolidés compte-tenu du faible impact du résultat de ces sociétés sur la valorisation de ces participations.

La loi PACTE du 22 mai 2019 a modifié l'article L 712-6 du code de commerce ; désormais, « les chambres de commerce et d'industrie de région auxquelles sont rattachées des chambres de commerce et d'industrie territoriales, établissent et publient chaque année des comptes combinés dans le respect des dispositions législatives et réglementaires en vigueur. Ces comptes sont transmis à CCI France »

En conséquence, la CCI Grand Est est tenue d'établir des comptes combinés intégrant dans son périmètre les comptes des CCI territoriales qui lui sont rattachées, dont la CCI Grand Nancy Métropole Meurthe-et-Moselle, ainsi que les entités liées à l'ensemble des CCI de la région.

2 -INFORMATIONS RELATIVES AU BILAN

2-1 Bilan Actif

2-1-1 Immobilisations Corporelles et Incorporelles : Mouvements principaux

Lors de leur entrée dans le patrimoine de la CCI Grand Nancy Métropole Meurthe-et-Moselle, les immobilisations sont enregistrées à leur coût d'acquisition.

Le coût d'acquisition est constitué du prix d'achat du bien et de tous les coûts directement attribuables (frais accessoires) engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner.

• Investissements de l'exercice

	Service Général	Formation	Port de Frouard	Total CCI
<u>Immobilisations incorporelles</u>				
Brevets, licences, marques				,00
Logiciels				,00
Amodiations place parking				,00
Sous total	,00	,00	,00	,00
<u>Immobilisations corporelles</u>				
Terrains				,00
Constructions	171 145,25			171 145,25
Matériel outillage – Inst. Techniques				,00
Agencements divers				,00
Matériel de transport				,00
Matériel de bureau et informatique	25 434,24			25 434,24
Mobilier de bureau	33 893,08			33 893,08
Autres immobilisations corporelles				,00
Immobilisations en cours				,00
Immobilisations mises en concession				,00
Sous total	230 472,57	,00	,00	230 472,57
Total général au 31/12/24	230 472,57	,00	,00	230 472,57

Il s'agit des mouvements hors mise en service en 2024 des immobilisations en cours au 31/12/23

• Cessions et sorties

	Service Général	Formation	Port de Frouard	Total CCI
<u>Immobilisations incorporelles</u>				
Brevets, licences, marques				,00
Logiciels				,00
Amodiations place parking				,00
Sous total	,00	,00	,00	,00
<u>Immobilisations corporelles</u>				
Terrains				,00
Constructions	79 909,03			79 909,03
Matériel outillage – Inst. Techniques				,00
Agencements divers				,00
Matériel de transport				,00
Matériel de bureau et informatique				,00
Mobilier de bureau				,00
Autres immobilisations corporelles				,00
Immobilisations en cours	32 306,80			32 306,80
Immobilisations mises en concession				,00
Sous total	112 215,83	,00	,00	112 215,83
Total général au 31/12/24	112 215,83	,00	,00	112 215,83

Il s'agit des mouvements hors mise en service en 2024 des immobilisations en cours au 31/12/23

• Etat récapitulatif

Valeurs brutes au 31/12/24

	Service Général	Formation	Port de Frouard	Total CCI
<u>Immobilisations incorporelles</u>				
Brevets, licences, marques				,00
Logiciels				,00
Amodiations place parking	57 222,42			57 222,42
Sous total	57 222,42	,00	,00	57 222,42
<u>Immobilisations corporelles</u>				
Terrains	676 340,37			676 340,37
Constructions et aménagements	19 587 081,19			19 587 081,19
Matériel outillage – Inst. Techniques	896 193,16			896 193,16
Agencements divers	4 591,63			4 591,63
Matériel de transport				,00
Matériel de bureau et informatique	39 626,28			39 626,28
Mobilier de bureau	844 226,79			844 226,79
Autres immobilisations corporelles				,00
Immobilisations en cours				,00
Immobilisations mises en concession				,00
Sous total	22 048 059,42	,00	,00	22 048 059,42
Total général au 31/12/24	22 105 281,84	,00	,00	22 105 281,84

2-1-2 Immobilisations corporelles et incorporelles - Amortissements pour dépréciation

Les amortissements pour dépréciation sont généralement pratiqués sur les bases suivantes :

Immobilisations	Mode	Durée
Logiciels et progiciels	Linéaire	1 à 3 ans
Constructions		
Gros oeuvre	Linéaire	30 à 50 ans
Clos et couverts	Linéaire	20 à 30 ans
Lots techniques	Linéaire	15 à 20 ans
Second oeuvre	Linéaire	10 à 15 ans
Installations techniques, matériel et outillage	Linéaire	5 à 15 ans
Immobilisations mises en concession – Installations techniques	Linéaire	10 ans
Matériel et mobilier à caractère pédagogique	Linéaire	3 à 5 ans
Agencements divers	Linéaire	10 ans
Matériel de transport	Linéaire	5 ans
Matériel de bureau et informatique	Linéaire	3 à 5 ans
Mobilier de bureau	Linéaire	10 ans

• Etat récapitulatif des amortissements

	Service Général	Formation	Port de Frouard	Total CCI
<u>Immobilisations incorporelles</u>				
Brevets, licences, marques				,00
Logiciels				,00
Amodiations place parking	40 158,77			40 158,77
Sous total	40 158,77	,00	,00	40 158,77
<u>Immobilisations corporelles</u>				
Terrains				,00
Constructions et aménagements	14 171 016,31			14 171 016,31
Matériel outillage – Inst. Techniques	560 355,69			560 355,69
Agencements divers	4 591,63			4 591,63
Matériel de transport				,00
Matériel de bureau et informatique	2 009,17			2 009,17
Mobilier de bureau	782 951,92			782 951,92
Autres immobilisations corporelles				,00
Immobilisations en cours				,00
Immobilisations mises en concession				,00
Sous total	15 520 924,72	,00	,00	15 520 924,72
Total général au 31/12/24	15 561 083,49	,00	,00	15 561 083,49

• Etat récapitulatif des provisions pour dépréciation

	Service Général	Formation	Port de Frouard	Total CCI
<u>Immobilisations incorporelles</u>				
Brevets, licences, marques				,00
Logiciels				,00
Amodiations place parking				,00
Sous total	,00	,00	,00	,00
<u>Immobilisations corporelles</u>				
Terrains				,00
Constructions et aménagements				,00
Matériel outillage – Inst. Techniques	335 000,00			335 000,00
Agencements divers				,00
Matériel de transport				,00
Matériel de bureau et informatique				,00
Mobilier de bureau				,00
Autres immobilisations corporelles				,00
Immobilisations en cours				,00
Immobilisations mises en concession				,00
Sous total	335 000,00	,00	,00	335 000,00
Total général au 31/12/24	335 000,00	,00	,00	335 000,00

2-1-3 *Titres de participations*

Nom de la société	Nombre de titres au 31/12/24	Titres de participation - Valeurs brutes				Provision pour dépréciation					Valeur nette au 31/12/24
		Au 31/12/23	Souscriptions	Cessions/sorties	Au 31/12/24	Au 31/12/23	Dotation	Reprise	Transfert	Au 31/12/24	
SASU GRAND NANCY AEROPOLE	500	50 000,00			50 000,00					-	50 000,00
SASU SE3M	800	400 000,00			400 000,00	400 000,00				400 000,00	,00
SASU RACINE	500	400 000,00			400 000,00	400 000,00				400 000,00	,00
CAREP	513	698 889,98			698 889,98					-	698 889,98
SAS EESC	3990	399 000,00			399 000,00					-	399 000,00
SAS TRANSITIONS	1980	198 000,00			198 000,00	64 577,00	4 991,00			69 568,00	128 432,00
		2 145 889,98	,00	,00	2 145 889,98	864 577,00	4 991,00	,00	,00	869 568,00	1 276 321,98

Les provisions pour dépréciation des titres de participations sont estimées sur la base de la quote-part de situation nette.

2-1-4 Créances rattachées à des participations

Nom de la société	Nombre de titres au 31/12/24	Créances rattachées à des titres de participation - Valeurs brutes				Provision pour dépréciation					Valeur nette au 31/12/24
		Au 31/12/23	Augmentation	Diminution	Au 31/12/24	Au 31/12/23	Dotation	Reprise	Transfert	Au 31/12/24	
SASU GRAND NANCY AEROPOLE		693 300,56			693 300,56					-	693 300,56
SASU SE3M		350 000,00	40 000,00		390 000,00	350 000,00	40 000,00			390 000,00	,00
SAS EESC		500 000,00			500 000,00					-	500 000,00
SAS TRANSITIONS			200 000,00		200 000,00					-	200 000,00
		1 543 300,56	240 000,00	,00	1 783 300,56	350 000,00	40 000,00	,00	,00	390 000,00	1 393 300,56

Avance complémentaire en compte courant pour 40.000 € à la SE3M. Avance provisionnée à 100%.

Avance long terme de 200.000 € à la SAS TRANSITIONS dans le cadre du développement de projets d'ingénierie autour de 5 axes. Abondement d'un solde de 400.000 € en 2025.

2-1-5 Autres titres immobilisés

Les provisions pour dépréciation des autres titres immobilisés sont estimées sur la base de la quote-part de situation nette.

Titres immobilisés

Nom de la société	Nombre de titres au 31/12/23	Titres immobilisés - Valeurs brutes				Provision pour dépréciation				Valeur nette au 31/12/24
		Au 31/12/23	Souscriptions	Cessions/sorties	Au 31/12/24	Au 31/12/23	Dotation	Reprise	Au 31/12/24	
SEBL	21980	2 546,90			2 546,90				-	2 546,90
SOCAMUPROLOR	554	4 222,84		4 222,84	,00	4 222,84		4 222,84	-	,00
SOLOREM	1140	205 200,00			205 200,00				-	205 200,00
SCP CCIT54	1999	199 900,00			199 900,00	79 740,00	25 121,00		104 861,00	95 039,00
CCLFR	110	1 103,30			1 103,30				-	1 103,30
S3CI	7499	749 900,00			749 900,00	101 746,00	10 130,00		111 876,00	638 024,00
S2CL	3657	250 101,00			250 101,00	35 619,00		35 619,00	-	250 101,00
ILP	923	1,00			1,00				-	1,00
SOCODIN	7000	7 000,00			7 000,00				-	7 000,00
SEM HENRI POINCARE	5000	50 000,00			50 000,00		20 497,00		20 497,00	29 503,00
		1 469 975,04	,00	4 222,84	1 465 752,20	221 327,84	55 748,00	39 841,84	237 234,00	1 228 518,20

Titres Immobilisés de l'Activité de Portefeuille (TIAP)

	Nombre de titres au 31/12/24	T.I.A.P. - Valeurs brutes				Provision pour dépréciation				Valeur nette au 31/12/24
		Au 31/12/23	Souscriptions	Cessions/sorties	Au 31/12/24	Au 31/12/23	Dotation	Reprise	Au 31/12/24	
Contrat de capitalisation DEXCAP1		720 960,00			720 960,00				-	720 960,00
CAT ASSOC PREMIUM BPALC		600 000,00			600 000,00				-	600 000,00
CAT ASSOC PREMIUM BPALC / Intérêts courus		19 375,00		19 375,00	,00					,00
CAT CIC EST TEMPO		1 400 000,00			1 400 000,00					1 400 000,00
		2 740 335,00	,00	19 375,00	2 720 960,00	,00	,00	,00	,00	2 720 960,00

Le contrat DEXCAPI est valorisé à 1.165.356,71 € au 31/12/24
Plus-value latente au 31/12/24 de 444.396,71 €.

Prêts à des structures liées

	Nombre de titres au 31/12/24	Prêts aux structures liées - Valeurs brutes				Provision pour dépréciation				Valeur nette au 31/12/24
		Au 31/12/23	Souscriptions	Cessions/sorties	Au 31/12/24	Au 31/12/23	Dotations	Reprise	Au 31/12/24	
Association E2C LORRAINE		2 000 000,00			2 000 000,00				-	2 000 000,00
		2 000 000,00	,00	,00	2 000 000,00	,00	,00	,00	,00	2 000 000,00

Dépôts et cautions versés

	Nombre de titres au 31/12/24	Dépôts et cautions - Valeurs brutes				Provision pour dépréciation				Valeur nette au 31/12/24
		Au 31/12/23	Souscriptions	Cessions/sorties	Au 31/12/24	Au 31/12/23	Dotations	Reprise	Au 31/12/24	
SOCAMUPROLOR		4 223,14		4 223,14	,00	4 223,14		4 223,14	-	,00
HOMEGAL		361,61		361,61	,00				-	,00
SASU RACINE		7 878,14			7 878,14				-	7 878,14
UNIVERSITE HENRI POINCARÉ		2 595,29		2 595,29	,00	2 595,29		2 595,29	-	,00
SNCF RESEAU		38 500,00			38 500,00				-	38 500,00
		53 558,18	,00	7 180,04	46 378,14	6 818,43	,00	6 818,43	,00	46 378,14

Autres immobilisations financières

	Nombre de titres au 31/12/24	Autres actifs immobilisés- Valeurs brutes				Provision pour dépréciation				Valeur nette au 31/12/24
		Au 31/12/23	Souscriptions	Cessions/sorties	Au 31/12/24	Au 31/12/23	Dotations	Reprise	Au 31/12/24	
Avance Fonds de Roulement CCI Grand Est		156 750,00			156 750,00				-	156 750,00
		156 750,00	,00	,00	156 750,00	,00	,00	,00	,00	156 750,00

2-1-6 Evaluation des stocks

Mise en exploitation d'un site de ventes en ligne à prix coûtant de matériel de lutte contre la COVID 19 dès le début du premier confinement en mars 2020. Les achats de marchandises ont été réalisés en mars/avril 2020 à un prix du marché en rapport à la difficulté d'approvisionnement de la période.

Le stock était constitué de masques chirurgicaux, de lunettes de protection et de flacons de gel hydroalcoolique. Il a été valorisé suivant la méthode du premier entré, premier sorti pour un montant de 327.234,74 €

Les marchandises ont été détruites en 2024 compte-tenu de la date de péremption des gels et des masques. Reprise en 2024 de la provision précédemment constatée pour 327.234.74 €

2-1-7 Créances de l'actif circulant

Rubrique	Total	À 1 an au plus	Entre 1 et 5 ans	Plus de 5 ans
Créances clients et comptes rattachés	1 307 079,33	1 307 079,33		
Autres créances	941 150,12	941 150,12		
Charges constatées d'avance	9 696,49	9 696,49		
Total	2 257 925,94	2 257 925,94	,00	,00

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Une méthode de dépréciation des comptes clients est appliquée :

- Si la créance a plus de 2 ans à la date de clôture, dépréciation à 100%
- Si la créance a entre 18 mois et 2 ans à la date de clôture, dépréciation à 75%
- Si la créance a entre 1 an et 18 mois à la date de clôture, dépréciation à 50%
- Si la créance a entre 6 mois et 1 an à la date de clôture, dépréciation à 25%

Aucune dépréciation n'est comptabilisée pour les créances de moins de 6 mois en l'absence d'éléments constatant un risque certain de recouvrabilité de la créance.

Les dotations et reprises sont récapitulées dans un tableau annexe.

Détail du poste « Autres créances »

Rubrique	Total
Fournisseurs - Avoirs à recevoir	117 638,09
Fournisseurs débiteurs	4 072,14
Subventions d'exploitation à recevoir	68 550,00
TVA à récupérer	20 379,25
Débiteurs divers	294 563,45
Divers - Produits à recevoir	435 947,19
Total	941 150,12

2-1-8 Valeurs mobilières de placement

Pas de valeurs mobilières de placement au 31/12/24

2-1-9 Disponibilités et concours bancaires courants

Au 31/12/24, le montant des disponibilités est de 2.176.847,02 €.

La composition est la suivante :

Comptes bancaires et caisse en espèces pour 2.074.375,02 €

Intérêts courus sur CAT pour 102.472 €

2-1-10 Charges constatées d'avance

Elles s'élèvent à 9.696,49 € et comprennent principalement des locations, abonnements, maintenances.

2-2 Bilan Passif

2-2-1 Capitaux propres (hors subventions d'investissement)

.

Apports	Montant
Ecart d'ouverture 1 ^o exercice	16 914,83
	16 914,83

Réserves	Montant
Réserve spéciale de réévaluation	2 594 481,81
Autres écarts de réévaluation	1 997 962,84
	4 592 444,65

Report à nouveau	Montant
Valeur début d'exercice	10 870 819,26
Affectation résultat de l'exercice N-1	-238 750,70
Valeur brute fin d'exercice	10 632 068,56

2-2-2 Subventions d'investissement

La reprise de la subvention d'investissement qui finance une immobilisation amortissable, s'effectue sur la même durée et au même rythme que l'amortissement de la valeur de l'immobilisation acquise au moyen de la subvention.

Le retraitement des amortissements lié à la mise en place de la méthode par composants a eu donc pour corollaire le retraitement des subventions inscrites au compte de résultat.

Les subventions d'investissement sur des biens non amortissables sont reprises au compte de résultat pour une somme égale au dixième du montant de la subvention.

Le montant net au 31/12/24 des subventions d'investissement est de 793.605,71 €. Il correspond à un montant brut de 3.580.138,91 € pour un montant inscrit au compte de résultat de 2.786.533,20 €.

2-2-3 Droits du concédant

Non applicable

2-2-4 Provisions pour risques et charges

	Montant en début d'exercice	Dotation de l'exercice	Reprise de l'exercice	Montant à la fin de l'exercice
Provisions pour risques	301 869,00	84 005,00		385 874,00
Provisions pour charges	252 000,00		102 000,00	150 000,00
Total	553 869,00	84 005,00	102 000,00	535 874,00

- Dans le cadre de la loi PACTE, il est envisagé de substituer aux CFE des CCI un service électronique unique et à imposer la voie dématérialisée pour accomplir les formalités. Ceci impliquerait une fin de délégation de service public et donc la disparition des Centres de Formalités des Entreprises des CCI. Sur la base des informations disponibles, il apparaissait hautement probable qu'une restructuration devait être menée au sein de la CCI Grand Nancy Métropole Meurthe-et-Moselle. Compte tenu du risque identifié, il a été jugé prudent et important de constater une provision pour restructuration d'un montant de 300 K€ au 31/12/17. Le montant de cette provision a été ajusté sur les années suivantes. Une reprise de provision de 102.000 € a été constatée au 31/12/24. La provision est soldée au 31/12/24.
- Provision pour litige RH avec une ancienne salariée. Suite à un licenciement en 2020, le rejet de la demande de la salariée par le Tribunal Administratif de Nancy en juillet 2022, cette dernière fait appel de cette décision et réclame l'annulation du licenciement et une réintégration au sein des effectifs de la CCI. Le montant provisionné représente le risque

total, soit le coût des potentiels salaires à verser entre août 2020 et fin décembre 2022 et les frais au titre du préjudice. Parallèlement, un produit à recevoir du même montant a été constaté. Le coût du litige, le cas échéant serait refacturé à la SAS EESC. Une dotation complémentaire de 76.210 € a été constatée en 2024 afin de l'actualiser et la porter à 378.079 €.

- Conformément aux dispositions de la loi NOTRe, la CCI s'est retirée dès 2018 des Syndicats Mixtes à vocation économique/industrielle. La liquidation du Syndicat Mixte pour le Développement Industriel de la Région de Briey et le transfert de la ZAC de Jarny Giraumont à la Communauté de Communes Orne Lorraine Confluences n'ont pas encore été finalisés à ce jour. Un protocole partenarial entre la Communauté de Communes Orne Lorraine Confluences, d'une part et le Département de Meurthe-et-Moselle et la CCI Grand Nancy Métropole, d'autre part a été établi en février 2024. Le bilan de pré clôture au 31 décembre 2023 établi par la SOLOREM fait apparaître une participation d'équilibre de près de 850 000 €. La participation de la CCI, conformément à ce protocole, serait de 150 000 €. Une provision pour charge de 150 000 € a donc été constatée au 31/12/2023. Elle reste inchangée au 31/12/24
- Manque à gagner de 1.729.141 € de TCCI 2024 au niveau national dû à une collecte de TACFE 2024 par l'administration fiscale inférieure au plafond de TACFE prévu. La compensation par l'Etat de ce manque à gagner n'est pas acté à ce jour. Le manque à gagner pour la CCI serait de 7.795 €. Suite aux préconisations de CCI France, la CCI a constaté une provision pour risque de ce montant.

—

2-2-5 Dettes financières (Classement par échéance)

Rubrique	Total	À 1 an au plus	Entre 1 et 5 ans	Plus de 5 ans
Emprunts et dettes auprès des etab. de crédit Autres emprunts et dettes assimilées	195 787,41		195 787,41	
Total	195 787,41	,00	195 787,41	,00

L'engagement relatif aux indemnités chômage potentiellement versées aux anciens salariés est calculée par un actuaire (dette CMAC). Il figure en autres emprunts et dettes assimilées pour un montant de 195.787,41 €.

La méthode d'évaluation est la suivante :

L'engagement relatif à l'auto-assurance en matière de chômage consiste en la projection des prestations probables d'indemnité chômage et des cotisations de retraite relatives à cette indemnisation.

Pour chaque participant la prestation susceptible de lui être versée d'après les règles de la convention à partir de ses données personnelles projetées jusqu'à l'âge normal de fin de

versement de la prestation. Les engagements totaux envers ce participant (valeur actuarielle totale des prestations futures) sont alors calculés en multipliant la prestation estimée par un facteur actuariel, tenant compte :

- De la probabilité de maintien au chômage jusqu'à la fin de versement de la prestation (fin de droit ou décès ou retraite si l'âge de soudure est atteint)
- De l'actualisation de la prestation à la date de l'évaluation

Engagements pour indemnités de départ en retraite :

L'engagement en matière de retraite s'élève à 234.696 € au 31/12/24.

L'évaluation des engagements est réalisée par un actuaire selon une méthode de calcul actuarielle (unités de crédit projetés).

Deux valorisations distinctes pour le personnel statutaire et le personnel de droit privé

Les hypothèses de calcul retenues sont les suivantes :

- Taux d'actualisation de 3.40%
- Table de survie : INSEE IF 2019-2021
- Revalorisation annuelle des rémunérations de 1.5%
- Age de départ en retraite 65 ans pour les cadres et 64 ans pour les non-cadres

Le montant de l'engagement est de 7.688 € pour personnel de droit privé et de 190.200 € pour le personnel statutaire.

Conformément à l'article 7 de la Convention Collective des personnels de droit privé des CCI, les agents statutaires des CCI peuvent opter pour un contrat de travail de droit privé, selon les modalités décrites dans les différents articles du titre 7.

Aucune date limite n'est fixée pour exercer ce droit d'option.

L'exercice de ce droit d'option permet aux agents publics devenus salariés de droit privé de bénéficier d'indemnités de départ à la retraite supérieures aux allocations de fin de carrière prévues au statut (de 0 à 6 mois contre 1 à 4 mois).

En 2024, le taux de transformation régional (Grand Est) qui correspond au nombre de retraités statutaires ayant choisi d'opter pour un passage au droit privé par rapport au nombre total de retraités statutaires est de 22 % (5 sur 23).

Au niveau national, pour l'ensemble des CCI, la moyenne du taux de transformation se situe autour de 26 %.

Compte tenu de l'accélération des demandes de transfert en droit privé des statutaires partant à la retraite constatée depuis l'entrée en vigueur de la nouvelle convention collective et attendue dans le futur, le taux de transformation est estimé à 40% à long terme. L'hypothèse retenue pour le calcul d'un engagement complémentaire au 31 décembre 2024 est le taux de transformation à long terme (40 %). L'engagement complémentaire constaté au 31 décembre 2024 est de 36.808 €. L'engagement total est donc de 234.696 €

L'engagement est couvert par un fonds auprès de DEXIA. Les sommes versées et capitalisées sur le fonds DEXIA ne sont utilisables que pour verser des indemnités de départ en retraite. L'engagement actuel est couvert par le fonds, il ne nécessite pas d'être provisionné dans les comptes. La valeur du fonds au 31/12/24 est de 278.661,54 €.

2-2-6 Autres dettes (Classement par échéance)

Les dettes entre 1 et 5 ans sont constituées des avances remboursables du dispositif ALIZE.
Deux dispositifs ALIZE sont toujours actifs à ce jour. Un sur le Pays Haut et l'autre sur le Toulousain.

Fonds de dotation au 31/12/24 : 963.846,11 €

Solde des avances remboursables en cours au 31/12/24 : 552.639,25 €

Fonds de dotation disponible au 31/12/24 : 411.206,86 €

Rubrique	Total	À 1 an au plus	Entre 1 et 5 ans	Plus de 5 ans
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	566 206,49	566 206,49		
Dettes fiscales et sociales	225 592,89	225 592,89		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	100 211,16	100 211,16		
Autres dettes	1 080 008,51	668 801,65	411 206,86	
Produits constatés d'avance	4 369,24	4 369,24		
Total	1 976 388,29	1 565 181,43	411 206,86	,00

Détail poste Dettes fiscales et sociales

Rubrique	Total
Impôts sur les Sociétés	93 219,00
TVA	87 373,89
Etat - Charges à payer	45 000,00
Total	225 592,89

Détail poste Autres dettes

Rubrique	Total
Clients créditeurs	510,91
Clients avoirs à établir	224 040,00
Avances remboursables ALIZE	411 206,86
Créditeurs divers	201 669,27
Divers - Charges à payer	52 810,00
Provisions RH	189 600,16
Divers recettes à imputer	171,31
Total	1 080 008,51

2-2-7 Produits constatés d'avance

Produits constatés d'avance au 31/12/2024 pour 4.369,24 €.
Ils sont constitués de locations d'emplacement techniques.

- INFORMATIONS RELATIVES AU COMPTE DE RESULTAT

3-1 Ventilation du chiffre d'affaires par nature

Ventilation du chiffre d'affaires

Activité locative (bâtiments, bureaux , équipements techniques)	1 085 111
Prestations de services aux structures du périmètre de combinaison (hors activité locative)	480 015
Prestations de services hors périmètre de combinaison	341 923
Total au 31/12/24	1 907 049

3-2 Ventilation de l'effectif au 31 décembre 2024 (E.T.P. hors vacataires)

Le personnel est mis à disposition par la CCI GRAND EST contre refacturation. Le nombre de personnes mis à disposition est de 17,05

3-3 Résultat exceptionnel

Produits exceptionnels

Quote-part de subventions d'investissement virée au compte de résultat	587 068,99
Pénalités sur marché public	1 365,00
Encaissements sur créances amorties	168,83
Quote-part sur vente terrain liquidation syndicat mixte Meurthe-et-Moselle sud	4 510,80
Total au 31/12/24	593 113,62

Charges exceptionnelles

Appels de fonds SNCF RESEAU ligne Conflans - Batilly	72 000,00
Amendes et pénalités	450,00
Sorties d'immobilisations financières	11 402,88
Prélèvement Fonds de Roulement 2024	101 723,00
Total au 31/12/24	185 575,88

3-4 Honoraires du Commissaire aux Comptes

Le montant des honoraires du Commissaire aux Comptes comptabilisés en 2024 au titre du contrôle légal des comptes est de 13.860,00 € TTC.

4 - ENGAGEMENTS

4-1 Cautions et Garanties

BENEFICIAIRES	Date d' effet	Montant de la garantie	En cours garanti Au 31/12/2024 (principal et intérêts)	Observations
1 - GARANTIES EMPRUNTS				
SOLOREM	29/05/2008	1 200 000	367 124	Garantie de 20 ans – Terme au 25/10/2028
SOLOREM	29/05/2008	648 000	183 235	Garantie de 20 ans – Terme au 25/10/2028
TOTAL		1 848 000	550 359	
2 - CAUTIONS BANCAIRES				
TOTAL				
3 – HYPOTHEQUES				
TOTAL				

5 - TABLEAUX DIVERS

5-1 Mouvements de l'actif immobilisé

Nature des immobilisations	Valeur brute début d'exercice	Augmentations	Diminutions	Valeur brute fin d'exercice
Immobilisations incorporelles	57 222,42			57 222,42
Immobilisations corporelles	21 929 802,68	230 472,57	112 215,83	22 048 059,42
Immobilisations financières	10 109 808,76	240 000,00	30 777,88	10 319 030,88
Total	32 096 833,86	470 472,57	142 993,71	32 424 312,72

Amortissements et provisions	Montant début d'exercice	Augmentations	Diminutions	Montant fin d'exercice
Immobilisations incorporelles	37 147,07	3 011,70		40 158,77
Immobilisations corporelles	14 338 045,39	1 597 788,36	79 909,03	15 855 924,72
Immobilisations financières	1 442 723,27	100 739,00	46 660,27	1 496 802,00
Total	15 817 915,73	1 701 539,06	126 569,30	17 392 885,49

5-2 Ventilation des dotations aux amortissements

Immobilisations Amortissables	Amortissements			Total des Dotations
	Linéaires	Dégressifs	Exceptionnels	
Immobilisations incorporelles	3 011,70			3 011,70
Immobilisations corporelles	1 262 788,36			1 262 788,36
Total	1 265 800,06	,00	,00	1 265 800,06

5-3 Produits à recevoir et charges à payer

Produits à recevoir

Fournisseurs – Avoirs à recevoir	117 638,09
Clients - Factures à établir	242 834,43
Subventions d'exploitation à recevoir	68 550,00
Divers produits à recevoir	435 947,19
Intérêts courus à recevoir	102 472,00
Total au 31/12/24	967 441,71

Charges à payer

Fournisseurs biens & services – Factures non parvenues	264 671,25
Fournisseurs immobilisations – Factures non parvenues	58 390,79
Clients - Avoirs à établir	224 040,00
Etat – Charges à payer	45 000,00
Provisions RH	189 600,16
Divers charges à payer	52 810,00
Total au 31/12/24	834 512,20